



COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE **DU MERCREDI 22 AVRIL 2015**

MEMBRES PRESENTS :

AGNIN	M. MONTEYREMARD
ANJOU	M. ROZIER
ASSIEU	M. MONNET
AUBERIVES SUR VAREZE	Mme BERNARD
BOUGE CHAMBALUD	Mme FAYOLLE
CHANAS	M. GUERRY, Mme COULAUD
LA CHAPELLE DE SURIEU	M. GIRARD
CHEYSSIEU	M. BONNETON
CLONAS SUR VAREZE	M. VIALLATTE
LE PEAGE DE ROUSSILLON	Mme LHERMET, MM SENER, GABET
LES ROCHES DE CONDRIEU	Mme DUGUA
ROUSSILLON	M. DURANTON, Mmes VINCENT, LAMBERT, KREKDJIAN, MM CAYOT, BEDIAT
SABLONS	Mme DI BIN
ST ALBAN DU RHONE	M. CHAMBON
ST CLAIR DU RHONE	M. PONCIN
ST MAURICE L'EXIL	M. GENTY, Mme CHOUCANE, MM CHARVET, MONDANGE
ST PRIM	M. GERIN
ST ROMAIN DE SURIEU	M. MOUCHIROUD
SALAISE SUR SANNE	Mme MEDINA, MM VIAL, PERROTIN
SONNAY	M. LHERMET
VERNIOZ	M. TRAYNARD
VILLE SOUS ANJOU	M. SATRE

EXCUSES AVEC POUVOIR : M. SPITTERS à Mme LHERMET, M. CANARIO à M. DURANTON, M. LEMAY à Mme DI BIN, M. MERLIN à M. PONCIN, Mme GUILLON à Mme DUGUA, Mme CHARBIN à M. GENTY, Mme GIRAUD à M. VIAL.

EXCUSES : Mmes LAMY, MASSON.

Monsieur Christian MONTEYREMARD a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du conseil communautaire. Aucune observation n'est formulée sur le compte-rendu de la séance du 25 mars dernier. Il aborde ensuite les différents points de l'ordre du jour.

1/ Zone industrialo-portuaire Salaise / Sablons.

Francis Charvet introduit le débat en accueillant Daniel Rigaud et Vincent Daon, Président et Directeur du Syndicat Mixte de la ZIP, puis Serge Rault présente les différents points concernant la ZIP à partir des dossiers joints à la note de synthèse et d'un document de présentation générale joint au compte-rendu électronique de cette réunion. Il précise que, dans sa séance du 9 janvier 2015, le comité syndical du syndicat mixte a approuvé la modification des statuts du syndicat mixte de la ZIP, le projet de pacte financier portant sur le financement de l'aménagement de la ZIP, le projet de convention portant sur la redistribution des recettes issues des produits fiscaux liés à l'aménagement de la ZIP. Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur ces 3 points, ainsi que sur 2 autres points (convention de participation des constructeurs et conventions sur la taxe sur le foncier bâti avec les communes de Salaise sur Sanne et Sablons).

1.1/ Modification des statuts du syndicat mixte.

- Les principaux points de la modification des statuts concernent :

- * Une extension de l'objet du syndicat permettant d'intervenir en dehors de son périmètre notamment pour des études ou des opérations foncières en lien avec l'opération ou aux fins de compensations environnementales.
- * Possibilité d'adhésion à différentes structures pour la réalisation de son objet.
- * Transfert du siège du syndicat sur la ZIP.
- * Création de comités de pilotages stratégiques.
- * Les dispositions financières et comptables intégrant les différents éléments du pacte financier ayant pour objet de fixer les principes d'un financement à parts égales de la ZAC de la ZIP sur la base d'un partage par redistribution des ressources fiscales perçues sur la zone.

1.2/ Pacte financier.

- Le pacte financier lie la Région Rhône-Alpes, le Département de l'Isère, la CCPR en présence du syndicat mixte de la ZIP. Il rappelle en préalable que l'aménagement de la ZIP a été confié à la SPL Isère Aménagement dans le cadre d'une procédure de ZAC. Le périmètre de la ZAC s'étend sur 340 ha ; la durée de l'opération est de 22 ans.

- Les dépenses prévisionnelles faisant l'objet du pacte financier, pour la période 2009 - 2036, déduction faite de la vente du stock de terrains à l'aménageur et du FCTVA, s'élèvent à 118 985 059 € (dont 30 396 621 € pour le fonctionnement du syndicat mixte sur la période 2015 - 2036).

- Le pacte financier évoque également des investissements hors périmètre de la ZAC non compris dans le bilan d'aménagement, mais utiles à la réussite de l'opération. L'annexe 5 du pacte donne la liste établie à ce jour d'un coût estimatif de près de 55 M € pour le ferroviaire et le fluvial. Des conventions de financement particulières pour les investissements connexes seront établies ; le pacte précise que ces conventions particulières respecteront les dispositions du pacte financier.

- Le pacte financier repose sur 3 objectifs :

- Financer la ZIP jusqu'à la réalisation de l'ensemble des travaux.
- Equilibrer les participations des membres et leurs recettes fiscales.
- Garantir un effort comparable et soutenable des membres pour les investissements connexes.

- Le pacte financier repose sur un principe : chacun des membres redonne à chacun des 2 autres membres à part égale une somme équivalente aux deux tiers des recettes fiscales perçues par lui sur la zone et en conserve un tiers. Exemple : la CCPR perçoit 3 000 € d'une entreprise nouvelle (ou recette supplémentaire d'une entreprise installée) ; elle verse 1 000 € à la Région et 1 000 € au Département.

- Le pacte prévoit aussi que la CCPR reverse au syndicat mixte 90 % de la Taxe sur le foncier bâti (recette d'une entreprise nouvelle ou recette supplémentaire d'une entreprise installée) perçue par les communes de Salaise et Sablons pour les entreprises situées dans le périmètre du pacte financier.

- Le pacte est conclu pour une durée permettant à chaque membre de couvrir les dépenses d'investissement réalisées pour la ZAC par les recettes fiscales concernées par cette redistribution. La durée prévisionnelle du pacte est de 22 ans (période 2015 - 2036) avec un point d'équilibre estimé à 2032.

- Les entreprises concernées sont celles situées dans le périmètre joint au pacte (ZAC + des parcelles au nord de la ZAC).
- Le pacte financier précise les modes de calcul pour les entreprises avec un classement en 3 catégories :
 - Etablissements installés à partir du 20 mars 2009, date de création du syndicat mixte de la ZIP (Courriers Rhodaniens) : prise en compte de 100 % de la cotisation foncière des entreprises (CFE), cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER), de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), de la taxe sur le foncier bâti départemental (TFB départemental).
 - Etablissements installés avant le 20 mars 2009 : prise en compte de 100 % des **suppléments de produits** des impositions indiquées ci-dessus (sauf la CVAE) entre d'une part l'année d'imposition et d'autre part l'année fiscale 2014 pour les établissements n'ayant pas fait l'objet d'une extension avec effet fiscal avant 2015 ou l'année précédant celle au cours de laquelle l'extension a produit ses premiers effets fiscaux pour les établissements ayant fait l'objet d'une extension avec effet fiscal avant 2015 (concerne Thor).
- Le pacte financier prévoit des conventions ultérieures : convention de redistribution des recettes entre Région / Département / CCPR ; convention pour investissements connexes (hors périmètre ZAC) ; convention CCPR avec les communes de Sablons et Salaise sur Sanne. Les conventions ultérieures devront respecter les dispositions du présent pacte.
- Des instances de suivi du pacte financier sont mises en place. Les dispositions du pacte seront réexaminées au minimum selon le rythme des tranches fonctionnelles d'aménagement de la ZAC (tous les 5 ans).
- Les documents annexés au pacte financier comprennent notamment le plan du périmètre géographique du pacte financier (différent du périmètre de la ZAC), la liste des entreprises implantées au 1^{er} janvier 2014, des investissements connexes ...
- Le syndicat mixte assure notamment une mission de coordination entre les parties et la mise à jour des données fiscales.
- La modification ou dénonciation du pacte implique l'accord unanime des parties.
- Le pacte financier prend effet à compter de l'exercice 2015.

Des tableaux de simulation financière prenant en compte l'ensemble des participations ou recettes de la CCPR ont été établis pour la période 2015-2036 avec des incertitudes évidentes liées au rythme de commercialisation des terrains de la zone ou aux futures réformes fiscales.

1.3/ Convention pour la redistribution des recettes fiscales.

Cette convention conclue avec la Région Rhône-Alpes et le Département de l'Isère, en présence du syndicat mixte de la ZIP, reprend les termes du pacte financier précédemment exposés en précisant les modalités de reversement des recettes entre les 3 membres. Elle prend effet à compter de l'exercice 2015.

1.4/ Convention de participation des constructeurs.

- L'article L311-4 du code de l'urbanisme dispose dans son dernier alinéa que lorsqu'une construction est édifée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'EPCI et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone.
- Par délibération du 12 mars 2014, le conseil communautaire a approuvé le dossier de création de la ZAC et décidé la mise à la charge des constructeurs du coût des équipements visés à l'article R331-6 du code de l'urbanisme. Le périmètre de la ZAC est donc exclu du champ d'application de la part communale de la taxe d'aménagement. La ZAC comprend des terrains privés non acquis directement par le syndicat mixte ou la SPL pouvant faire l'objet de constructions futures (nouvelles ou par extension). Ces constructions futures profiteront des aménagements qui vont être réalisés sur la ZIP d'où la nécessité de fixer les conditions de leur participation au financement de ces aménagements. La SPL Isère Aménagement a, parmi ses missions, celles de négocier les conventions de participation qui seront conclues avec les constructeurs n'ayant pas acquis leur terrain de l'aménageur et de prendre

les dispositions nécessaires pour que les participations dues par les constructeurs au titre de ces conventions soient directement versées à l'aménageur.

- Le conseil communautaire est ainsi appelé à se prononcer sur la convention de participation dont les principaux points de la convention peuvent se résumer comme suit :

- * Application aux projets dont le terrain d'assiette du projet n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone au coût d'équipement de cette zone. Cette situation intègre notamment les extensions réalisées par des entreprises déjà installées sur la zone.
- * Détermination des modalités de versement des participations, garanties bancaires, indexations.
- * Rappels des objectifs régissant l'aménagement de la zone INSPIRA - Espace Industriel Responsable et multimodal.

1.5/ Part communale du Foncier bâti : conventions avec les communes de Salaise sur Sanne et Sablons.

- Le pacte financier dispose qu'en dehors de la fiscalité des signataires du pacte (Région Rhône-Alpes, Département de l'Isère, CCPR), la CCPR s'engage à verser l'équivalent de 90 % du montant des produits ou suppléments de produits issus de la Taxe sur le Foncier Bâti (TFB) perçus par les communes de Salaise et Sablons sur le périmètre du pacte financier selon les mêmes modalités de calcul que pour la part départementale de la TFB. Cette contribution est portée directement au budget du syndicat mixte. Une convention ou accord spécifique doit être conclu à cet effet entre la CCPR et chacune des 2 communes.

- Les modalités de détermination des produits de la TFB départementale, proposées pour le reversement de la TFB des 2 communes à la CCPR, sont les suivantes :

- * Périmètre géographique du pacte financier (périmètre de la ZAC + parcelles au nord de la ZAC).
- * Détermination financière. Le Bureau, dans sa réunion du 25 février 2015, a proposé que les communes reversent à la CCPR 75 % du supplément de la TFB communale ce qui, en reprenant les principes du pacte financier, donne les applications suivantes :
 - Etablissements nouvellement installés à partir du 20 mars 2009 (Courriers Rhodaniens) : les communes reversent à la CCPR 75 % de la TFB communale.
 - Etablissements installés antérieurement à la date du 20 mars 2009 et n'ayant pas fait l'objet d'une extension avec effet fiscal entre le 20 mars 2009 et 2015 : les communes reversent à la CCPR 75 % de la différence du produit de TFB entre les produits de l'année n et les produits de l'année 2014.
 - Etablissements installés antérieurement à la date du 20 mars 2009 et ayant fait l'objet d'une extension avec effet fiscal entre le 20 mars 2009 et 2015 (Thor) : les communes reversent à la CCPR 75 % de la différence de produit de TFB entre les produits de l'année n et les produits de l'année précédant celle au cours de laquelle l'extension a produit ses premiers effets fiscaux.

- Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur les principes de reversement de la Taxe sur le foncier bâti par les communes de Salaise sur Sanne et Sablons sur les bases ainsi exposées avec une application à compter de 2015 étant précisé qu'une convention ultérieure devra confirmer ces engagements.

- Le Bureau du 14 janvier dernier a par ailleurs proposé d'appliquer cette règle sur l'ensemble des zones communautaires de la CCPR selon des modalités qu'il restait à arrêter.

Plusieurs interventions sont effectuées au cours ou à l'issue de cette présentation :

- Daniel Rigaud expose que le schéma de la ZIP est irréversible. Un travail important a été mené pour limiter les dépenses d'aménagement et dégager des recettes supplémentaires en créant le maximum de m² constructibles afin de limiter le poids des participations publiques. Il précise que la Région Rhône-Alpes et le département de l'Isère ont approuvé les textes proposés.
- En réponse à une question de Robert Duranton sur le sens du mot INSPIRA, Vincent Daon précise que l'essentiel réside dans l'image qui veut être donnée par ce nom : un espace industriel responsable et multimodal.

- Gérard Perrotin formule des interrogations sur les investissements connexes hors périmètre de la ZAC et les tranches fonctionnelles. Vincent Daon précise que le très haut débit n'est évoqué que pour la partie extérieure à la ZIP. Le montage financier des infrastructures ferroviaires et portuaires n'est pas finalisé. Des demandes de financement sont en cours notamment dans le cadre du contrat de plan Etat - Région.

Le détail des tranches fonctionnelles doit également être examiné avec précaution. Le travail qui va s'engager avec le cabinet d'urbanisme va permettre de dessiner les infrastructures publiques ; il est préférable de prendre en compte les volumes financiers par tranche que la cartographie.

- Claude Lhermet remarque que les communes n'auront pas à s'impliquer dans le financement des investissements de la ZIP alors qu'elles conserveront 25 % de la taxe sur le foncier bâti sur les bases proposées. Il s'interroge également sur la certitude de la subvention de la CNR au niveau annoncé. Daniel Rigaud précise que des négociations ont été engagées avec la CNR et que les recettes attendues ont été inscrites à un montant raisonnable. Claude Lhermet constate que ces engagements peuvent évoluer au fil des années.

Daniel Rigaud confirme qu'il peut en effet y avoir des changements et des incertitudes. Il convient cependant de ne pas oublier que ce projet a pour objectif de créer dans de bonnes conditions près de 2 000 emplois et qu'il doit permettre de structurer tout un territoire.

- Patrick Bédiat relève qu'il ne s'agit pas d'un projet isolé. C'est une « locomotive » du développement du territoire qui aura de gros impacts notamment pour le logement. La CCPR doit être garante de la qualité d'un projet qui devra intégrer qualité environnementale et développement durable.

- Francis Charvet note que l'arrivée d'Hexcel marque le vrai démarrage d'INSPIRA.

- Philippe Genty constate qu'Hexcel est un bon exemple de collaboration entre l'Etat, les industriels, les collectivités locales. La ZIP est un enjeu essentiel pour la CNR notamment dans le cadre des discussions en cours sur l'allongement de son délai de concession. Il est important de conserver l'engagement commun de la Région, du Département, de la CCPR sur un territoire en concurrence avec les zones de l'est lyonnais ou de Villefranche. Il faut avoir une action visible et cohérente ; il n'est pas choquant que le retour sur investissement soit tardif. Il faudra conserver cette dynamique pendant la montée en puissance d'INSPIRA.

- Didier Gerin confirme que la ZIP est une chance historique pour tout le territoire. Il interroge sur les outils de commercialisation qui pourront être mis en place afin d'être attractif pour des entreprises nationales et des « têtes de pont » à rayonnement international.

Vincent Daon confirme l'importance de la commercialisation avec la recherche de protocoles d'accord avec des pôles de compétitivité, la rencontre de consultants étrangers, la préparation d'appels à projets européens. INSPIRA a de nombreux prospects mais il ne faut pas oublier que les décisions se prennent souvent lentement et qu'il faut constamment développer le travail en réseau.

- André Mondange rappelle qu'Hexcel est une vraie locomotive ; il est optimiste sur la création d'une seconde unité qui générera 120 emplois supplémentaires.

INSPIRA est une chance historique ; des actionnaires privés seraient plus exigeants sur les délais de retour sur investissement. Il faut conserver l'équilibre mis en place par le syndicat mixte et ne pas accueillir n'importe quelle entreprise ; il faut penser à préserver la qualité de vie.

- Francis Charvet propose d'intégrer dans la délibération sur la convention de participation des constructeurs une autorisation donnée au Président portant délégation de signature de ces conventions afin de pouvoir traiter plus rapidement les projets en cours ou à venir.

- A l'issue de ces interventions, le conseil communautaire unanime approuve la modification des statuts du syndicat mixte de la ZIP Salaise / Sablons, le pacte financier portant sur le financement de l'aménagement de la ZIP conclu avec la région Rhône-Alpes et le département de l'Isère en présence du syndicat mixte de la ZIP Salaise / Sablons, la convention portant redistribution des recettes issues des produits fiscaux liés à l'aménagement de la ZIP conclu avec la région Rhône-Alpes et le département de l'Isère en présence du syndicat mixte de la ZIP Salaise / Sablons.

- Le conseil communautaire unanime approuve la convention de participation des constructeurs au coût des équipements de la ZAC de la ZIP Salaise / Sablons et la délégation de signature donnée au Président.

- Le conseil communautaire unanime, moins 2 abstentions, approuve le principe de reversement de taxe sur le foncier bâti par les communes de Salaise sur Sanne et Sablons sur les bases proposées étant précisé qu'une convention ultérieure devra confirmer ces engagements, après que Francis Charvet ait précisé que le Bureau proposait d'appliquer cette règle sur l'ensemble des zones communautaires.
- Sur question de Patrick Bediat, il est répondu que le vote sur le foncier bâti ne concerne que la ZIP, la question pour les autres zones communautaires n'étant pas à l'ordre du jour de cette séance.
- Robert Duranton demande que le même principe soit appliqué pour la délégation accordée au Président pour la signature des participations des constructeurs qui n'était également pas à l'ordre du jour de cette séance. Francis Charvet expose que cette délégation est retirée et fera l'objet d'une inscription à un prochain conseil communautaire.
- Francis Charvet conclut le débat sur la ZIP en renouvelant tous ses remerciements à Daniel Rigaud pour le travail effectué.

2/ Clinique Saint Charles.

Francis Charvet rappelle que les discussions avec l'ARS sur la clinique Saint Charles connaissent des points de blocage sur les lits de chirurgie et l'organisation du service des urgences. Un projet de motion, présenté au conseil communautaire, a été finalisé lors d'une réunion de bureau élargie à l'ensemble des maires de la CCPR. Quelques modifications de forme sont intégrées dans ce document puis plusieurs interventions sont faites par des conseillers communautaires :

- Marie-Thérèse Lambert estime qu'il ne faut pas entretenir le blocage entre l'ARS et Clinicé car on bloque une situation. Elle relève que la clinique de Roussillon pourrait faire l'objet d'une fermeture en 48h.
- Béatrice Krekdjian note que les médecins quittaient déjà la région il y a 15-20 ans et qu'il n'y a pas de lien de cause à effet entre la fermeture de la clinique et le départ de médecins.
- André Mondange relève que le nom de Clinicé n'apparaît pas sur la motion qui est rédigée sur le fond. Il faut se battre pour « avoir des choses ». La « désertification » des médecins est un problème et de nombreux médecins disent que la fermeture de la clinique renforcera cette désertification.
- Francis Charvet expose que cette clinique participe à l'aménagement d'un territoire qui va au-delà du pays roussillonnais. On ne peut pas imaginer notre territoire sans clinique. La population, les élus sont fortement engagés ; il ne faut pas subir et il faut travailler ensemble sur ce dossier.
- Patrick Bediat relève que la communauté médicale est unanime pour dire que la proposition de l'ARS n'est pas viable pour diverses raisons. La clinique s'inscrit dans le développement d'INSPIRA. Il propose que les communes puissent exprimer leur adhésion à cette motion ou à un autre texte. Il relève que la médecine de ville ne peut se développer qu'en relation avec des plateaux techniques. Il exprime sa satisfaction par rapport au texte proposé.
- Robert Duranton exprime son accord avec cette motion, validée par le bureau élargi aux maires, qui représente ce qui est souhaité par le territoire et qu'il conviendra de défendre. Il précise qu'on n'est pas en conflit avec l'ARS.
- Didier Gerin expose que cette motion constitue la feuille de route pour les élus qui représenteront la CCPR lors de la réunion avec l'ARS. Il précise que les industriels du territoire travaillent à la rédaction d'un courrier rédigé dans le même esprit que celui de la CCPR.

- A l'issue de ces différentes interventions, le conseil communautaire unanime adopte la motion dont le texte est joint à ce compte-rendu.

3/ Tarifs communautaires.

3.1/ Conservatoire.

Isabelle Dugua expose que, par délibération du 12 mars 2014, le conseil communautaire s'était prononcé pour un relèvement progressif des tarifs et l'instauration du quotient familial. Une simulation établie sur une période pluriannuelle avait été établie. Le Bureau, suivant l'avis de la commission culture, propose de fixer les tarifs 2015-2016 en s'appuyant sur cette simulation ce qui fixerait comme suit les tarifs 2015-2016.

Enfants de la CCPR										
<i>Quotient familial</i>	<i>Inférieur à 300</i>		<i>Entre 301 et 620</i>		<i>Entre 621 et 1000</i>		<i>Entre 1001 et 1300</i>		<i>Supérieur à 1301</i>	
<i>Année scolaire</i>	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016
Eveil musique	25 €	25 €	30 €	35 €	35 €	40 €	40 €	50 €	50 €	60 €
Eveil danse	65 €	65 €	75 €	80 €	80 €	85 €	85 €	90 €	90 €	95 €
Eveil musique et danse	85 €	85 €	95 €	105 €	105 €	115 €	115 €	125 €	130 €	140 €
Formation musicale	65 €	65 €	75 €	80 €	80 €	85 €	85 €	90 €	90 €	95 €
Atelier	55 €	55 €	65 €	70 €	70 €	75 €	75 €	80 €	80 €	85 €
Danse	65 €	65 €	75 €	80 €	80 €	85 €	85 €	90 €	90 €	95 €
Instrument + FM + Atelier	130 €	130 €	140 €	150 €	150 €	170 €	160 €	190 €	170 €	210 €
2nd élève Instrument + FM + Atelier	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%
3e élève Instrument + FM + Atelier	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%

Jeunes 18 - 25 ans de la CCPR										
<i>Quotient familial</i>	<i>Inférieur à 300</i>		<i>Entre 301 et 620</i>		<i>Entre 621 et 1000</i>		<i>Entre 1001 et 1300</i>		<i>Supérieur à 1301</i>	
<i>Année scolaire</i>	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016
Formation musicale	65 €	65 €	75 €	80 €	80 €	85 €	85 €	90 €	90 €	95 €
Atelier	55 €	55 €	65 €	70 €	70 €	75 €	75 €	80 €	80 €	85 €
Danse	100 €	100 €	110 €	115 €	115 €	120 €	120 €	125 €	125 €	130 €
Instrument + FM + Atelier	190 €	190 €	200 €	210 €	210 €	230 €	220 €	250 €	230 €	270 €
2nd élève Instrument + FM + Atelier	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%
3e élève Instrument + FM + Atelier	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%

Adultes de la CCPR										
<i>Quotient familial</i>	<i>Inférieur à 300</i>		<i>Entre 301 et 620</i>		<i>Entre 621 et 1000</i>		<i>Entre 1001 et 1300</i>		<i>Supérieur à 1301</i>	
<i>Année scolaire</i>	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016	2014-2015	2015-2016
Formation musicale	65 €	65 €	75 €	80 €	80 €	85 €	85 €	90 €	90 €	95 €
Atelier	55 €	55 €	65 €	70 €	70 €	75 €	75 €	80 €	80 €	85 €
Danse	150 €	150 €	160 €	165 €	170 €	175 €	180 €	185 €	190 €	195 €
Instrument + FM + Atelier	250 €	250 €	260 €	270 €	270 €	290 €	280 €	310 €	290 €	330 €
2nd élève Instrument + FM + Atelier	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem

Extérieurs au Pays Roussillonnais										
	Enfants				Jeunes 18-25 ans				Adultes	
<i>Année scolaire</i>	2014-2015	2015-2016			2014-2015	2015-2016			2014-2015	2015-2016
Eveil musique	140 €	140 €								
Eveil danse	160 €	160 €								
Eveil musique et danse	270 €	270 €								
Formation musicale	170 €	180 €			170 €	180 €			170 €	180 €
Atelier	95 €	100 €			100 €	105 €			100 €	110 €
Danse	190 €	200 €			200 €	210 €			250 €	260 €
Instrument + FM + Atelier	420 €	460 €			540 €	580 €			650 €	690 €
2nd élève Instrument + FM + Atelier	-20%	-20%			-20%	-20%			Idem	Idem

Les tarifs du Conservatoire sont applicables aux élèves de la CCPR qui fréquentent les cours de l'école du Centre Intercommunal d'Education Musicale (CIEM) dont le siège est aux Côtes d'Arej.

- Le coût de fonctionnement prévisionnel 2015 du Conservatoire (+ le CIEM) s'établit à 1 780 000 € couvert par 330 000 € de recettes propres (participations des élèves, des communes pour les cours d'enseignement musical, des subventions ...) et 1 450 000 € de fonds propres de la CCPR. Pour un estimatif de 1 074 cotisations, les participations des élèves passeraient de 170 000 € à 192 000 € avec les tarifs proposés.

- Le conseil communautaire unanime approuve ces propositions de tarifs pour l'année scolaire 2015-2016.

3.2/ Médiathèque.

- Isabelle Dugua expose que le Bureau propose au conseil communautaire de conserver les tarifs actuels de la médiathèque pour la période qui vient à échéance au 1^{er} septembre 2016 :

Abonnement annuel adultes	5,00 €
Abonnement annuel enfants	2,50 €
1 ^{er} rappel après 15 jours de retard	1,00 €
2 ^{ème} rappel après le rappel précédent	3,00 €
3 ^{ème} rappel après le rappel précédent	6,00 €
4 ^{ème} rappel après le rappel précédent	12,00 €
Carte perdue	3,20 €
Photocopie (par unité)	0,15 €

- Les participations des usagers de la médiathèque représentent une recette annuelle de 7 000 € pour un coût de fonctionnement de l'équipement de 600 000 €. Le conseil communautaire unanime approuve ces tarifs.

3.3/ Piscine Charly Kirakossian.

- Gilles Bonneton expose que le Bureau propose au conseil communautaire de conserver les tarifs actuels de la piscine Charly Kirakossian pour la période qui vient à échéance au 1^{er} septembre 2016 :

*** Adultes - jeunes (à partir de 16 ans)**

- 1 entrée : 2,10 €
- Abonnement 10 entrées : 14,70 €

*** Enfants (6 ans jusqu'à 15 ans inclus)**

- 1 entrée : 1 €
- Abonnement 10 entrées : 7 €

*** Enfants (jusqu'à 5 ans inclus) : gratuité**

- Les recettes 2014 de la piscine Charly Kirakossian se sont élevées à 13 000 € pour les entrées public et 81 000 € pour les cours de natation scolaire. Le coût de fonctionnement annuel de l'équipement est de l'ordre de 450 000 €. Le conseil communautaire unanime approuve ces tarifs.

4/ Délégations d'attributions du conseil communautaire au Président.

- Francis Charvet expose que, par délibération du 7 mai 2014, le conseil communautaire a donné délégation au Président de la communauté de communes pour la durée du mandat sur divers points notamment celui d'intenter au nom de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais les actions en justice nécessaires tant devant les juridictions civiles, pénales qu'administratives, ou la défendre devant les mêmes juridictions dans les actions intentées contre elle dans le cadre de l'exercice des compétences résultant des dispositions de l'arrêté institutif complété, jusqu'à concurrence de 500 000 €.

- Il est proposé au conseil communautaire, au vu des actions dans lesquelles la CCPR peut être engagée, de porter le chiffre de 500 000 € à 5 000 000 €.

Le conseil communautaire unanime approuve cette modification apportée aux délégations d'attributions accordées au Président.

5/ Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage et d'entretien du giratoire RD519 / VC4 et 8 à Chanas.

Francis Charvet expose que le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage et d'entretien relative à l'aménagement du carrefour RD n°519 / voies communales n°4 et n°8 du PR 1 + 165 au PR 1 + 565 conclue entre le département de l'Isère, la commune de Chanas et la CCPR.

- La commune de Chanas et la CCPR délèguent au Département la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération d'aménagement ; la maîtrise d'œuvre est également assurée par le Département. Le montant prévisionnel de l'opération s'élève à 799 937 € HT avec une participation de la commune de 6 677 € HT et de la CCPR de 183 099 € HT.

Le conseil communautaire unanime approuve cette convention de délégation de maîtrise d'ouvrage et d'entretien du giratoire RD 519 / VC 4 et 8 à Chanas.

6/ Subventions.

Gilles Bonneton expose que le Bureau propose au conseil communautaire le vote des subventions suivantes :

- * Une subvention de 4 000 € à l'AS La Sanne Football pour la participation de l'équipe féminine de football U17 aux « United World Games 2015 » du 18 juin au 21 juin en Autriche. Cette compétition a rassemblé plus de 6 000 participants en 2014. Le budget prévisionnel de l'opération s'élève à 12 073 €.
 - * Une subvention de 2 000 € à l'association sportive Rhodanienne Basket qui fête ses 80 ans le 13 juin 2015 ; le budget prévisionnel de la manifestation s'élève à 16 500 €.
- Il précise que l'ASR est un des 3 clubs les plus anciens de France et que la subvention proposée est du même montant que celle accordée par le SIGIS.

- Le conseil communautaire unanime approuve le vote de ces 2 subventions.

7/ Conventions d'objectifs 2015 avec l'EPCC Travail et Culture.

Isabelle Dugua rappelle que, dans sa séance du 11 février dernier, le conseil communautaire a décidé que le versement d'une subvention de 27 300 € à l'EPCC TEC était conditionné au vote d'une convention d'objectifs établie dans le cadre du plan local d'éducation aux arts et à la culture.

Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur le texte de la convention d'objectifs établi à la suite de plusieurs échanges avec l'EPCC. Le conseil communautaire unanime approuve cette convention d'objectifs.

8/ Assainissement.

Francis Charvet présente les différents points ayant trait à l'assainissement.

8.1/ Zonages assainissement eaux usées et eaux pluviales.

Le conseil communautaire unanime, après avis favorable de la régie assainissement, approuve les plans de zonage assainissement eaux usées et eaux pluviales des communes de Bougé Chambalud et Chanas. La délibération autorise également les maires à conduire les enquêtes publiques afférentes à ces dossiers qu'elles soient liées au PLU (Bougé Chambalud) ou non (Chanas).

8.2/ Annulation de titres de recettes sur exercices antérieurs.

Le conseil communautaire unanime, après avis favorable de la régie d'assainissement dans sa réunion du 24 mars 2015, décide l'annulation des 2 titres de recettes suivants :

- Exercice 2014 Titre 94 (pour partie) Mme HC : quote-part d'assainissement collectif facturée à tort pour une personne ayant un assainissement non collectif. (107,85 €).
- Exercice 2014 Titre 378 Mairie de Chanas : financement d'un assainissement collectif facturé à tort pour la réhabilitation d'un branchement existant (2 000 €).

8.3/ Dégrèvements sur factures.

Le conseil d'exploitation de la régie assainissement, dans sa réunion du 24 mars 2015, a rendu un avis favorable pour accorder divers dégrèvements sur des consommations en assainissement. Le conseil communautaire unanime approuve ces propositions de dégrèvements :

CONSEIL EXPLOITATION DU 24/03/2015								
N°	NOM - PRENOM	REGIE	N° site	Conso réelle	MOTIF FUITE	Moyenne Conso	CCPR	Accord C.E
							DEGREVEME NT M3	AST
							M3 ASST	
							Proposition	
1	I. O.	PEAGE	012.19489	309m3	Clapet anti-pollut.	82m3	227m3	227m3
1 BIS	I. O.	PEAGE	012.19489	370m3	Clapet anti-pollut.	81m3	289m3	289m3
2	R. C.	PEAGE	012.00119	122m3	Raccord après-cptr	30m3	92m3	92m3
3	B. C. / V. M.	SALAISE	014.01255	113m3	Sans motif	3m3	110m3	50m3
4	D. A.	SALAISE	014.01524	1 224m3	Tête robt.+Van.HS	259m3	965m3	965m3
5	E. TP	SALAISE	014.01690	943m3	Canalisation	677m3	266m3	266m3
5 BIS	E. TP	SALAISE	014.01690	809m3	Canalisation	459m3	350m3	350m3
7	B. T.	CHANAS	016.00621	160m3	Canalisation	58m3	102m3	102m3
8	B. A.	CHANAS	016.28254L	1 146m3	Clapet anti-pollut.	182m3	964m3	964m3
10	C. J.	CHANAS	016.00472	198m3	WC	73m3	125m3	50m3
12	D. D.	CHANAS	016.00077	429m3	Filetage ap.cptr.	150m3	279m3	279m3
13	D. S.	CHANAS	016.26211Q	100m3	Détendeur	30m3	70m3	70m3
15	S. J.	CHANAS	016.00367	4609m3	Joint ap.comptr.	36m3	4 573m3	4 575m3
17	S. M.	CHANAS	016.00909	2 023m3	Clapet+ portée HS	199m3	1 824m3	1 824m3
18	V. G.	CHANAS	016.00105	975m3	Détendeur+Clapet	91m3	884m3	884m3
				13 206m3			11 120m3	10 987m3
6 Dossiers traités en "écrêtement"								

8.4/ Admission en non-valeur de titres de recettes.

Le conseil communautaire unanime décide l'admission en non-valeur des titres de recettes suivants :

Nom du redevable	Références	Exercice pièce	Référence de la pièce	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
N.Nc	SIAC	2011	T-700300000022	4 575,00 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
AGM L.	016,15800Z	2014	82-2765	4,40 €	RAR inférieur seuil poursuite
AJESC	012,00796	2014	82-2514	116,80 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
AJESC	012,00796				Combinaison infructueuse d actes
A.L.	012,00897	2014	41-784	28,01 €	Personne disparue
A.R.	012,02535	2014	41-463	87,43 €	Surendettement et décision effacement de dette
B.B.	ST PRIM	2014	601-15	2,40 €	RAR inférieur seuil poursuite
B.B.MA	ST PRIM	2014	601-15	16,96 €	RAR inférieur seuil poursuite
B.S.	014,00977	2014	R-6-921	36,74 €	Surendettement et décision effacement de dette
C.J.	016,17500X	2014	102-43	1,73 €	Surendettement et décision effacement de dette
C.J.	016,17500X	2014	52-32	14,85 €	Surendettement et décision effacement de dette
C.J.	016,17500X	2014	R-80-3251	2,25 €	Surendettement et décision effacement de dette
CTE .	??????????	2014	502-137	1,35 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
E.K.	010,02934	2014	4-135	39,71 €	Personne disparue
E.K.	010,02934				Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
F.M.	016,00233	2014	1-55	25,70 €	RAR inférieur seuil poursuite
F.M.	016,00233				Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
F.C.	014,01290	2014	R-6-904	38,54 €	Surendettement et décision effacement de dette
F.C.	014,01290	2014	6-997	36,74 €	Surendettement et décision effacement de dette
F.C.	014,00838	2014	6-1109	36,74 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
G.Y.	010,27474N	2014	4-280	0,02 €	RAR inférieur seuil poursuite
G.F.	014,01399	2014	6-1218	36,74 €	Surendettement et décision effacement de dette
I.P.	018,00384	2014	30-135	43,51 €	Personne disparue
K.M.	018,00642	2014	81-1589	11,20 €	Surendettement et décision effacement de dette
L.E.V.	016,09059X	2014	13-715	0,10 €	RAR inférieur seuil poursuite
M.M.	014,01539	2014	6-47	19,80 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
M.M.	018,26826J	2014	30-1318	9,10 €	Surendettement et décision effacement de dette
M.M.	018,26826J				RAR inférieur seuil poursuite
S.M.	012,01016	2014	1-157	53,65 €	Surendettement et décision effacement de dette
S.I.	014,24949U	2014	9-86	11,01 €	RAR inférieur seuil poursuite
T.C.N.	012,01916	2014	102-11	15,31 €	RAR inférieur seuil poursuite
W.Q.	012,00999	2014	1-150	10,28 €	RAR inférieur seuil poursuite
TOTAL				5 276,07 €	

8.5/ Finances : reprise du SIASSAR.

Le SIASSAR a été dissous avec effet au 31 décembre 2014. Il est proposé au conseil communautaire d'adopter une délibération affectant le SIASSAR au budget assainissement de la CCPR ; en l'absence de délibération il serait affecté au budget général. Le suivi comptable du SIASSAR sera individualisé par un code service spécifique afin de tenir une comptabilité analytique. Le conseil communautaire unanime décide d'affecter le SIASSAR au budget assainissement de la CCPR.

9/ Adhésion à l'association ALCALY.

- Francis Charvet expose que l'association ALCALY est une association loi 1901 qui a pour objet d'être force de propositions et d'interventions en matière de déplacements en Région Rhône-Alpes. Plusieurs communes de la CCPR avaient adhéré à ALCALY pour agir contre le contournement ouest de Lyon qui débouchait au nord du pays roussillonnais ; puis la CCPR s'est substituée aux communes pour adhérer à ALCALY.

- ALCALY regroupe 110 communes des départements du Rhône, de la Loire, de l'Isère, de la Drôme, de l'Ardèche. L'association, qui ne regroupe que des élus, se compose de 4 collèges : communes ; groupements de communes et autres collectivités territoriales ; parlementaires - conseillers régionaux et départementaux ; élus municipaux des communes non adhérentes à l'association.

Le Bureau de la CCPR, au vu du coût d'adhésion (7 700 € / an), s'est prononcé, dans sa réunion du 11 mars, pour le retrait de la CCPR ; le montant élevé de l'adhésion provenait du fait qu'il correspondait au montant des adhésions des 22 communes et que la CCPR se substituait de ce fait aux communes. ALCALY propose que la CCPR reste dans l'association en tant que communauté de communes moyennant une participation financière de 100 € / an. Les communes de la CCPR ont la possibilité d'adhérer à titre individuel sur la base d'une cotisation de 0,15 € / habitant. Francis Charvet rappelle que la CCPR était représentée au cours du mandat passé au sein d'ALCALY par Gilles Ronzel auquel il rend hommage pour le travail effectué.

- Le conseil communautaire unanime décide l'adhésion de la CCPR à ALCALY sur cette nouvelle base et désigne Didier Gerin comme représentant de la CCPR à son conseil d'administration.

10/ Commerce : convention de partenariat avec la chambre des métiers et de l'artisanat de l'Isère.

Roberte Di Bin rappelle que le Bureau du 11 mars dernier s'est prononcé pour l'engagement d'actions de partenariat avec les chambres consulaires concernant les transmissions ou reprises d'entreprises.

Le conseil communautaire est appelé à autoriser la signature d'une convention de partenariat avec la chambre des métiers et de l'artisanat de l'Isère qui intègre 2 actions :

- * Accompagner la transmission-reprise d'entreprises artisanales sur la base de 5 accompagnements individuels pour une participation CCPR de 2 575 €.
- * Améliorer les performances des entreprises artisanales (diagnostics avant travaux) sur la base de 10 diagnostics individuels et par la création d'une fiche de suivi pour chaque entreprise avec une participation CCPR de 3 450 €.

- Sur question de Patrick Bediat, il est précisé que ces actions ne concernent que les entreprises du territoire de la CCPR.

- Sur question de Marie-Thérèse Lambert, il est répondu que les entreprises intéressées peuvent prendre contact directement avec la Chambre des Métiers.

- Le conseil communautaire unanime approuve la convention de partenariat avec la chambre des métiers et de l'artisanat de l'Isère.

11/ Personnel communautaire : régime indemnitaire.

Francis Charvet expose que le conseil communautaire a décidé, lors de sa dernière séance, la création d'un poste de conservateur des bibliothèques pour permettre la promotion de l'agent responsable de la médiathèque communautaire.

Le maintien du montant actuel de son régime indemnitaire implique la création de la prime afférente à ce grade : l'indemnité spéciale allouée aux conservateurs des bibliothèques.

Le conseil communautaire unanime décide la création de cette indemnité.

12/ Plan de Gestion des Risques d'Inondations.

Francis Charvet expose que le conseil communautaire est appelé par le Préfet coordonnateur de bassin à émettre un avis sur le projet de plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) pour le bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021. 31 Territoires à risque important d'inondations (TRI) sont identifiés au sein de ce bassin. 9 communes de la CCPR sont concernées et incluses dans le périmètre du TRI de Vienne. Il précise que le SCOT a émis un avis favorable avec des recommandations et note que l'Etat souhaite trouver une structure porteuse de ce dispositif ; il relève qu'aucune collectivité n'est intéressée et que c'est à l'Etat d'assumer cette mission. Il propose de suivre l'avis du SCOT.

- Robert Duranton constate que les cartes d'aléas ne sont plus faites par l'Etat et sont à la charge financière des collectivités locales ; il craint la même évolution pour les PGRI.

- Gérard Perrotin considère que le PGRI a une plus grande portée avec des points importants notamment la planification des gestions de crises ; il n'a pas trop de craintes sur les implications d'un tel document pour les collectivités locales.

- Philippe Genty exprime 2 craintes vis-à-vis des PGRI : l'instauration d'une couche réglementaire supplémentaire et la préparation du transfert par l'Etat aux communes de la compétence GEMAPI qui intègre la responsabilité des ouvrages protecteurs des inondations sans attribuer les moyens financiers correspondants. La délibération du conseil communautaire pourrait évoquer cette réserve des transferts des moyens par l'Etat.

- Luc Satre relève la difficulté d'émettre un avis sur un tel dossier au vu de sa complexité et des incidences d'une telle décision.

Le conseil communautaire unanime partage cette position et décide de ne pas émettre d'avis sur le PGRI.

13/ Décisions prises par délégation.

Par délibération du 7 mai 2014, le conseil communautaire a donné diverses délégations au Président conformément aux articles L2122-23 et L5211-2 du code général des collectivités territoriales. Francis Charvet rend compte des documents pris dans le cadre de cette délégation :

- Avenant n°2 au marché de collecte et transport des ordures ménagères et déchets assimilés vers un centre pour leur valorisation. Lot 1 : Collecte et transport des ordures ménagères et déchets assimilés de 19 communes - SITA - Prise en considération de l'impression, la mise sous pli et la distribution d'un document d'information sur la collecte sélective à destination du grand public de 1 900 € HT/280 € TTC. Incidence financière de -6,68 % sur le montant initial du marché.

- Avenant n°1 au marché de définition d'une stratégie de promotion touristique et d'un plan d'actions – TRACES TPI - Prise en compte de 2 réunions supplémentaires, les 17 novembre 2014 et 16 janvier 2015, pour un montant de 1 100 € HT/ 1 320 € TTC conformément aux prix prévus au bordereau des prix unitaires. Incidence financière de 5,5 % sur le montant initial du marché.

- Avenant n°1 à la mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'extension de la plateforme de compostage de Salaise sur Sanne - Groupement RECYVAL / SORAETEC - Transfert de compétences du SYMCO vers la CCPR. Sans incidence financière.

- Avenant n°2 à la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant l'étude d'un schéma petite enfance – VIZGET - 2 réunions supplémentaires pour un montant de 800 € HT/960€ TTC conformément aux prix initialement prévus au bordereau des prix unitaires. Incidence financière de 3,35 % sur le montant initial du marché.

- Avenant n°1 au marché d'aménagement du parking de la gare de Saint Clair du Rhône - Les Roches de Condrieu - Entreprise GRENOT - Modifications apportées aux travaux initiaux (prix nouveau et travaux supplémentaires) pour un montant de 15 096,60 € HT/ 18 115.92€ TTC. Incidence financière de 8,56 % sur le montant initial du marché.

- Avenant n° 1 au marché de travaux pour la fourniture et la pose de la signalisation touristique d'information locale du territoire pour les communes de la CCPR - Société SES NOUVELLE - Création de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires au regard des contraintes rencontrées sur les

différents sites d'implantation des panneaux pour un montant de 8 387,27 € HT/ 10 064.72€ TTC. Incidence financière de 4,03 % sur le montant initial du marché.

- Avenant n°1 au marché d'aménagement du parking de la gare de Saint Clair du Rhône - Les Roches de Condrieu. Lot 1 : VRD. Groupement EIFFAGE TP / BUFFIN / MOLINA - Modifications apportées aux travaux initiaux pour un montant de 27 890,50 € HT/33 468.60€ TTC. Incidence financière de 2,81 % sur le montant initial du marché.

- Concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse pour l'extension et le réaménagement de la médiathèque de Saint Maurice l'Exil. Admission des candidats à concourir.

- Marché d'enfouissement de containers OM – NBTP - pour un montant de 18 206,65 € HT / 21 847,98 € TTC.

- Marché de travaux d'assainissement sur le hameau de Rosay Commune de Chanas. Lot 1 Création d'un réseau d'assainissement - Entreprise MOUTOT pour un montant de 146 065,40 € HT / 175 278,48 € TTC (offre de base, hors prestations supplémentaires éventuelles) - Lot 2 Création d'une station d'épuration par filtres plantés de roseaux, 120 EH - groupement MOUTOT EPURNATURE pour un montant de 145 293,07 € HT / 174 351,68 € TTC (toutes prestations supplémentaires éventuelles comprises).

- Marché de travaux d'extension de la STEP des Blâches et d'adaptation du déversoir d'orage principal de la Benzine au Péage de Roussillon – Relance suite à la déclaration sans suite de la procédure initiale. Groupement DEGREMONT / EIFFAGE TP / WAROUDE / COFELY et le sous-traitant PEDUZZI, pour un montant de 12 478 400,00 € HT / 14 974 080,00 € TTC.

- Avenant n°1 au marché de réhabilitation de la salle de spectacles de Saint Clair du Rhône – Lot 10 Mobilier - SOCIETE NOUVELLE MUSSIDAN SIEGES - Fourniture, transport et pose de 6 fauteuils Millenium supplémentaires pour un montant de 1 069,90 € HT/ 1 283.88€ TTC. Incidence financière de 2,34 % sur le montant initial du marché.

- Marché pour l'équipement en son et lumière de la salle de spectacles de Saint Clair du Rhône. Lot 1 Structure et lumière - IMB SERVICE pour un montant de 27 853.28€ HT/33 423.94 € TTC, Lot 2 Système de sonorisation - IMB SERVICE pour un montant de 30 643,93 € HT / 36 772,72 € TTC.

- Marché pour l'exploitation d'un réseau de transport sur le territoire de la CCPR - LES COURRIERS RHODANIENS pour un montant de 3 035 299,88 € HT / 3 642 359,86 € TTC pour 4 ans, soit un montant annuel de 758 824,97 € HT / 910 589,96€ TTC.

L'ordre du jour épuisé, Francis Charvet clôt la séance du conseil communautaire.

Le Président,
F. CHARVET



OBJET : Motion sur le transfert de la clinique Saint Charles à Salaise sur Sanne.

- Monsieur le Président rappelle le projet de transfert de la clinique Saint Charles de Roussillon à Salaise sur Sanne sur le site de la zone des Nèves. Ce transfert est motivé par l'état de l'ensemble immobilier actuel dont la vétusté ne répond plus aux exigences de qualité et qui n'est plus adapté aux organisations médicales et soignantes.

- Le projet défendu par toute une population et ses élus n'entraîne aucune modification substantielle des activités actuelles qui seraient regroupées au sein de départements interdépendants articulés les uns avec les autres :

- Un service de chirurgie en hospitalisation.
- Un service de chirurgie ambulatoire.
- Un service de médecine.
- Un service d'accueil et de traitement des urgences 24h / 24h.

- La clinique Saint Charles touche un bassin de vie de plus de 100 000 habitants fortement industrialisé avec la présence de 2 plateformes chimiques, d'une centrale nucléaire. Ce bassin est promis à un fort développement économique avec la création de 2 000 emplois sur la zone industrialo-portuaire de Salaise-Sablons et une prévision de croissance démographique soutenue conformément aux orientations du SCOT des Rives du Rhône. Le SCOT a relevé que le pays roussillonnais a une densité médicale plus faible que les autres territoires des Rives du Rhône, phénomène qui s'aggraverait fortement en cas de fermeture de la clinique.

- Ces éléments objectifs expliquent que l'instruction de ce dossier se soit déroulée sans difficulté majeure :

- Mars 2012 : arrêté de Monsieur le Préfet de l'Isère déclarant d'utilité publique, au terme d'une procédure rapide témoignant de l'importance et du consensus établi sur ce projet, la création de la zone d'activité des Nèves avec comme objet majeur « la demande urgente d'installation d'un établissement de santé en remplacement de la clinique de Roussillon ».
- Novembre 2012 : inscription de la reconstruction de la clinique dans le plan régional de santé.
- Mars 2013 : dépôt du permis de construire.
- Septembre 2013 : obtention du permis de construire.
- Février 2014 : dépôt du dossier de transfert à l'ARS.
- Septembre 2014 : dossier de transfert déclaré complet par l'ARS.
- Septembre 2014 : avis favorable de la commission spécialisée d'organisation des soins.

- Dans un courrier du 15 octobre 2014, Madame la Directrice de l'ARS remet en cause le projet en considérant que les 30 lits d'hospitalisation complète ne se justifiaient plus pour répondre aux besoins de proximité du secteur et que le projet devait être tourné en totalité vers l'ambulatoire. De même, elle notait que le service des urgences devait se tourner vers une activité de premier recours non programmée.

Face à la position de l'ARS, le conseil communautaire de la communauté de communes du pays roussillonnais, par un vote à l'unanimité de ses membres :

- * Exprime son incompréhension la plus totale face à cette décision de l'ARS qui aura pour effet de réduire de manière injustifiée l'accès aux soins auxquels les habitants de notre bassin de vie ont droit en les éloignant des centres hospitaliers, et de supprimer de nombreux emplois indispensables à la protection des populations.
- * Expose que le projet de l'ARS basé sur un établissement orienté à 100 % sur l'ambulatoire et avec un service des urgences limité ne peut en aucun cas être accepté d'autant plus pour un

territoire à fort développement économique et démographique. Il a pour objet d'être un centre de premier recours servant de plateforme d'aiguillage vers les centres de santé de Vienne et d'Annonay difficiles d'accès au vu de l'étendue du territoire, du trafic routier, de l'engorgement des voies de circulation.

- * Constate que la fermeture de la clinique aggravera le manque d'attractivité du territoire pour l'accueil de nouveaux médecins alors que de nombreux praticiens partent à la retraite.
- * Demande aux élus nationaux du territoire d'appuyer l'action menée en faveur de la création d'un établissement de soins, maintenant l'offre de soins actuelle et répondant aux besoins des habitants de notre bassin de vie, par une intervention directe auprès de Madame le ministre de la Santé.
- * Décide que la présente délibération sera transmise à Madame le Ministre de la Santé, Madame le Sous-Préfet de Vienne, Mesdames, Messieurs les Députés et Sénateurs de l'Isère, Madame la Directrice de l'ARS.